



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/10
18 avril 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 4.2 de l'ordre du jour provisoire*

SYNTHÈSE DES POINTS DE VUE ET DES INFORMATIONS SUR LES BESOINS ET LES PRIORITÉS DES PAYS ET SUR LES ÉLÉMENTS PROPOSÉS DU CADRE STRATÉGIQUE POUR LA CRÉATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (le Comité intergouvernemental) a examiné à sa première réunion, à Montréal, Canada (5-10 juin 2011), des mesures pour « coopérer à la création et au développement de capacités et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles en vue de l'application effective du présent Protocole dans les pays en développement Parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que dans les Parties à économie en transition » en tenant compte des besoins recensés par les Parties s'intéressant à l'application du Protocole (article 22).

2. Au paragraphe 1 de la recommandation 1/2,¹ le Comité intergouvernemental recommande l'élaboration d'un cadre stratégique pour le renforcement des capacités et la création de capacités au titre du Protocole de Nagoya, sur la base des besoins et des priorités des pays recensés par les Parties, y compris ceux recensés par les communautés autochtones et locales et les éléments proposés figurant à l'annexe à la recommandation, conformément à l'article 22 du Protocole.

3. Au paragraphe 2 de la recommandation 1/2, les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales ainsi que les parties prenantes concernées ont été invités à communiquer au Secrétaire exécutif des points de vue et des informations sur

* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1.

¹ Voir le rapport de la première réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, Montréal, 5-10 juin 2011, document UNEP/CBD/ICNP/1/8, annexe.

les besoins et les priorités de leur pays ainsi que des éléments proposés du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités au titre du Protocole de Nagoya, en répondant à un questionnaire préparé par le Secrétaire exécutif, en consultation avec les Parties, conformément au paragraphe 3 de la recommandation 1/2.

4. En conséquence, le Secrétaire exécutif a préparé deux projets de questionnaires : un premier questionnaire sur les besoins et les priorités des pays et un deuxième sur les éléments proposés du cadre stratégique. Les deux questionnaires ont été distribués aux Parties aux fins de commentaires par le biais de la notification 2011-143 datée du 1^{er} août 2011. Des commentaires avaient été reçus de l'Australie, du Canada, de la Colombie, de l'Union européenne et ses États membres, de l'Inde et du Mozambique au 28 septembre 2011.

5. Les questionnaires ont ensuite été révisés en fonction des commentaires reçus et distribués par le biais de la notification 2011-193 datée du 6 octobre 2011. Les Parties, les gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées ont été invités à remplir le questionnaire et à le retourner au Secrétariat avant le 15 novembre 2011.

6. Les pays suivants avaient rempli le questionnaire et l'avaient remis au Secrétariat au 24 janvier 2012 : Bahreïn, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Éthiopie, Guinée, Inde, Japon, Madagascar, Maldives, Mexique, États fédérés de Micronésie, Maroc, Myanmar, Nigéria, Pakistan, Sainte-Lucie, Soudan, Tanzanie, Trinidad, Viet Nam et Yémen. Les organisations suivantes ont aussi rempli le questionnaire : Déclaration de Berne, Consejo Regional Otomí del Alto Lerma, Fondation Batwa, Kanuri Development Association, Ralliement national des Métis, Organización Indígena del Ecuador Andes Chinchansuyo et Waikiki Hawaiian Civic Club. Toutes les réponses au questionnaire ont été publiées sur le site <http://www.cbd.int/icnp2/submissions/>.

7. De plus, le Traité international sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale du commerce ont communiqué de l'information sur leurs activités de renforcement des capacités. Cette information est publiée respectivement dans les documents informatifs UNEP/CBD/ICNP/2/INF/3 et UNEP/CBD/ICNP/2/INF/4.

8. Le présent document propose une synthèse des points de vue et des informations sur les besoins et les priorités des pays (section II) et sur les éléments proposés du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités pour la mise en oeuvre du Protocole de Nagoya (section III), en réponse à la demande formulée au paragraphe 4 de la recommandation 1/2. La section IV offre un survol des questions sur lesquelles le Comité intergouvernemental doit se pencher et la section V contient des recommandations proposées au Comité intergouvernemental aux fins d'examen.

9. De plus, le Secrétaire exécutif a préparé un document informatif (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7) contenant les conclusions découlant du questionnaire ayant servi de fondement à l'analyse et à la synthèse présentées dans ce document. Les questionnaires sont joints en annexe au document informatif.

II. SYNTHÈSE DES POINTS DE VUE ET DES INFORMATIONS SUR LES BESOINS ET LES PRIORITÉS DES PAYS EN MATIÈRE DE CRÉATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

10. Le questionnaire avait notamment pour objectif d'aider à mieux comprendre les besoins et les priorités des pays Parties en matière de création et de renforcement des capacités, y compris les besoins et les priorités recensés par les communautés autochtones et locales, afin d'effectuer une mise en oeuvre effective du Protocole de Nagoya.

11. Conformément à la recommandation 1/2 du Comité intergouvernemental, les conclusions tirées du questionnaire sur les besoins et les priorités des pays avaient également pour but de contribuer au développement de deux éléments proposés du cadre stratégique, à savoir a) les domaines essentiels de création et de renforcement des capacités, et les mesures propres à renforcer ou à créer des capacités dans

ces domaines essentiels et b) les mécanismes pour mettre en oeuvre les mesures de création et de renforcement des capacités.

12. Les sections présentent un résumé des points de vue et ses informations recueillis au moyen du questionnaire sur les besoins et priorités des pays en matière de création et de renforcement des capacités pour la mise en oeuvre efficace du Protocole de Nagoya (annexe I au questionnaire). De plus amples détails sur les conclusions tirées de ce questionnaire sont fournis dans le document mentionné ci-dessus (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7).

A. Domaines essentiels de création et de renforcement des capacités

13. Le paragraphe 4 de l'article 22 du Protocole de Nagoya propose la liste indicative suivante des domaines essentiels de création et de renforcement des capacités pour la mise en oeuvre effective du Protocole de Nagoya :

- a) La capacité d'appliquer le présent Protocole et de satisfaire aux obligations qui en découlent;
- b) La capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord;
- c) La capacité d'élaborer, de mettre en oeuvre et de faire respecter des mesures législatives, administratives ou de politique générale internes en matière d'accès et de partage des avantages; et
- d) La capacité des pays de développer leurs capacités endogènes de recherche afin d'ajouter de la valeur à leurs propres ressources génétiques.

14. La section I du questionnaire sur les besoins et les priorités des pays en matière de création et de renforcement des capacités invitait les répondants à proposer d'autres domaines essentiels de création et de renforcement des capacités en fonction des besoins et priorités du pays, en sus des domaines essentiels indiqués au paragraphe 4 de l'article 22.

15. Dans la plupart des réponses, les domaines essentiels proposés étaient déjà inclus ou étaient étroitement liés à la liste fournie au paragraphe 4 de l'article 22 ou sur la liste des mesures pour répondre à ces besoins de capacités figurant au paragraphe 5 du même article.

16. Quelques répondants ont suggéré des domaines essentiels n'ayant aucun lien avec la liste des domaines essentiels et les mesures proposés à l'article 22. Ces domaines n'ont pas été mentionnés par les autres répondants.

17. Toutes les réponses reçues dans la section I du questionnaire sur les besoins et les priorités des pays sont réunies dans l'encadré 1 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7.

Conclusion

18. Selon les réponses données dans la section I du questionnaire et en l'absence de toute tendance nette pour l'ajout d'un autre domaine essentiel, la liste des domaines essentiels de création et de renforcement des capacités pour la mise en oeuvre effective du Protocole fournie au paragraphe 4 de l'article 22 semble regrouper le vaste éventail des besoins de renforcement des capacités recensés par les répondants. Le Comité intergouvernemental pourrait ainsi déterminer que les domaines essentiels précisés au paragraphe 4 de l'article 22 serviront de fondement aux discussions plus poussées sur les domaines essentiels de création et de renforcement des capacités pour la mise en oeuvre du Protocole de Nagoya et le développement du cadre stratégique.

B. Mesures propres à renforcer ou à créer des capacités dans les domaines essentiels et mécanismes de choix pour leur mise en oeuvre

19. Le paragraphe 5 de l'article 22 du Protocole de Nagoya propose une liste indicative des mesures pour créer ou renforcer les capacités dans les différents domaines essentiels précisés au paragraphe 4 de l'article 22. Outre cette liste, les Parties, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées ont recensé d'autres mesures possibles dans leurs exposés

présentés à la première réunion du Comité intergouvernemental (UNEP/CBD/ICNP/1/INF/3) et au cours de l'atelier sur le renforcement des capacités sur l'accès et le partage des avantages qui a précédé cette réunion (UNEP/CBD/ICNP/1/INF/6).

20. La section 2 du questionnaire sur les besoins et priorités des pays avait pour objet de déterminer les mesures pour créer et renforcer les capacités dans les différents domaines essentiels et les mécanismes de choix pour les mettre en oeuvre.

21. Les sous-sections suivantes de la présente note offrent un résumé des principaux résultats. Un survol de la méthode utilisée et de plus amples détails sur les points de vue et les informations soumis sont présentés dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7.

C. *Mesures propres à renforcer ou à créer des capacités dans les domaines essentiels de création et de renforcement des capacités, y compris les besoins et les priorités relatifs aux capacités des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées*

22. La sous-section 2 de la section A du questionnaire portait sur les mesures propres à créer ou à renforcer des capacités dans les domaines essentiels de création et de renforcement des capacités, et la sous-section B portait sur les besoins et priorités des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées en matière de capacités. Le tableau 1 et l'encadré 2 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7 présentent les résultats obtenus dans ces sections du questionnaire.

23. En ce qui concerne le niveau de priorité (élevé, moyen ou faible) des besoins de création et de renforcement des capacités des pays pour les différentes mesures précisées, la très grande majorité des répondants ont indiqué une priorité élevée pour les mesures dans tous les domaines essentiels. Ils ont aussi choisi le niveau élevé pour toutes les mesures liées aux besoins et priorités des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées, en matière de capacités.

24. Quant au choix de l'échéance des mesures (court, moyen ou long terme), la plupart des répondants ont arrêté leur choix sur le court terme. Ils ont aussi choisi le court terme pour toutes les mesures liées aux besoins et priorités des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées, en matière de capacités.

25. Les répondants ont choisi un échéancier à court terme pour 24 des 31 mesures, ce qui révèle que les répondants estiment que la plupart des capacités nécessaires pour prendre des mesures doivent être abordées à court terme. Les répondants ont choisi une échéance à moyen terme pour 7 des 31 mesures. L'échéance à long terme n'a été le premier choix pour aucune mesure, bien que certains répondants aient choisi une échéance à long terme pour un petit nombre de mesures.

26. L'examen de ces résultats en fonction de l'échéance proposée dans le questionnaire², révèle que les répondants estiment que les besoins de capacités pour la majorité des mesures doivent être comblés dans un délai de deux à cinq ans.

27. Les réponses sur le mécanisme de choix pour répondre aux besoins de capacités ont été assez variées pour plusieurs mesures. Les résultats démontrent toutefois que certains mécanismes sont jugés plus pertinents que d'autres pour répondre aux besoins de capacités. Le soutien financier a été le premier et le deuxième choix de mécanisme pour répondre aux besoins de capacités pour 24 des 31 mesures indiquées. L'éducation et la formation, l'assistance juridique ou technique et les conférences et ateliers ont aussi été des choix populaires, surtout pour répondre aux besoins de capacités des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées.

28. Certains mécanismes ont aussi été choisis pour certains domaines essentiels, en plus du soutien financier. Par exemple, l'assistance juridique et technique a été un des mécanismes de choix pour répondre au besoin de capacités pour le développement, la mise en œuvre et l'application des mesures

² Les échéances suivantes ont été proposées : a) court terme : d'ici deux ans, b) moyen terme : d'ici deux à cinq ans et c) long terme : dans plus de cinq ans.

législatives, administratives ou de politique nationales sur l'accès et le partage des avantages. La coopération scientifique et technique s'est avérée un mécanisme important pour créer ou renforcer les capacités des pays à développer leurs capacités endogènes de recherche afin d'accroître la valeur de leurs propres ressources génétiques.

Conclusion

29. Un tableau a été préparé à partir des résultats obtenus du questionnaire et des critères suivants, afin d'établir la priorité à répondre aux besoins de capacités associés aux différentes mesures.

30. Les mesures ont d'abord été classées selon le pourcentage reçu pour les trois échéances proposées (court, moyen et long terme). Comme les répondants étaient d'avis que les besoins de capacités correspondant aux différentes mesures devaient être comblés dans les deux ans (court terme) et en moins de cinq ans (moyen terme), les mesures ont donc été classées selon le pourcentage recueilli pour le « court terme » et le « moyen terme » seulement.

31. Les trois catégories suivantes ont été créées, dans ce contexte : 1) **phase 1** : mesures ayant surtout suscité la réponse « court terme » et moins de 30 pour cent de réponses « moyen terme », 2) **phase 2** : mesures ayant surtout suscité une réponse « court terme », mais plus de 30 pour cent de réponses « moyen terme » et 3) **phase 3** : mesures ayant surtout suscité la réponse « moyen terme ».

32. Deuxièmement, les mesures des différentes catégories ont été classées selon le pourcentage reçu pour chacun des niveaux de priorité proposés (élevé, moyen ou faible). Comme les résultats ont démontré que la réponse la plus courante pour les différentes mesures était « élevé », le classement a été établi en fonction du pourcentage reçu pour le niveau « élevé » pour chacune des mesures.

33. Le tableau 1 de l'annexe propose la liste des mesures, présentées en premier lieu en fonction de l'échéance choisie (phase 1, phase 2, phase 3) et ensuite selon le niveau de priorité attribué par les répondants pour chacune des échéances.

34. L'information sur les mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités pour les mesures indiquées est fournie dans les tableaux 2 à 4 de l'annexe au présent document.

35. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter, dans son examen des besoins et priorités des pays en matière de création et de renforcement des capacités pour la mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya, prendre en compte les résultats présentés dans le tableau 1 de l'annexe au présent document en tant qu'orientation pour aider les Parties à mettre en œuvre de l'article 22 du Protocole.

D. Mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités

36. La sous-section C de la section 2 du questionnaire sur les besoins et priorités des pays invitait les répondants à fournir de plus amples informations sur le mécanisme de création et de renforcement des capacités qui répondrait le mieux aux besoins relatifs au Protocole. Le tableau 2 et l'encadré 3 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7 présentent les résultats de cette section du questionnaire.

37. Les mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités recensés par les répondants dans la sous-section C correspondaient de près aux résultats obtenus dans les sous-sections A et B (tableau 1 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7). Le soutien financier a de nouveau été considéré comme le mécanisme le plus important. L'éducation et la formation, l'assistance juridique et technique, et les conférences et ateliers ont également été des choix populaires.

38. Les mécanismes jugés les plus efficaces pour répondre aux besoins de capacités sont réunis dans la liste ci-dessous, en ordre décroissant de priorité :

- a) Financement en appui au projet ou au programme;
- b) Éducation et formation de nature professionnelle (cours sur mesure de courte durée);
- c) Formation en cours d'emploi dans le cadre de programmes structurés;
- d) Assistance juridique et technique grâce à un soutien par politique et juridique;

/...

e) Outils et matériel de référence fondés sur les meilleures pratiques, les enseignements tirés et les études de cas;

f) Soutien financier par le biais de subventions de recherche;

g) Ateliers réunissant diverses parties prenantes;

h) Programmes d'échange par le biais de visites d'études et d'échange;

i) Matériel de sensibilisation (p. ex., matériel audiovisuel et films, affiches, bulletins); et

j) Coopération scientifique et technique par le biais du transfert de technologie.

39. La majorité des répondants ont choisi une mise en œuvre par étapes comme méthode de choix pour la mise en œuvre. Une mise en œuvre nationale a toutefois été la méthode de choix pour :

a) Les séminaires et le matériel de sensibilisation (par ex., matériel audiovisuel et films, affiches et bulletins);

b) Le dialogue sur les politiques;

c) Les ateliers réunissant plusieurs parties prenantes; et

d) Le soutien institutionnel (développement d'infrastructures).

40. La mise en œuvre à l'échelle nationale a été la méthode de choix dans la majorité des réponses sur :

a) Le développement de directives techniques, de boîtes à outils et de modes d'emploi;

b) Les forums de discussion; et

c) Les foires, les expositions et les séances d'affiches.

41. Une mise en œuvre régionale et infrarégionale a été la méthode de choix pour les études techniques et les réseaux de politiques.

Conclusion

42. La similitude des résultats obtenus pour les mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités dans les différentes sections du questionnaire permet de conclure que les mécanismes suivants sont jugés les plus efficaces pour répondre aux besoins de capacités pour la mise en œuvre du Protocole : le soutien financier, l'éducation et la formation, l'assistance juridique et technique, et les conférences et ateliers.

43. Les résultats présentés dans les tableaux 2 à 4 fournissent des indications quant aux mécanismes qui répondraient le mieux aux besoins de capacités pour les différentes mesures utilisées pour la mise en œuvre effective du Protocole. De plus, les résultats présentés dans les paragraphes 39 à 41 pourraient aider les Parties à déterminer le niveau de mise en œuvre (p. ex., nationale, régionale et/ou internationale) qui conviendrait le mieux pour chacun des mécanismes.

44. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner les résultats présentés au paragraphe 38 et dans les tableaux 2 à 4 sur les mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités, et aux paragraphes 39 à 41 sur le niveau de mise en œuvre de choix pour les mécanismes de développement du cadre stratégique.

III. SYNTHÈSE DES POINTS DE VUE ET DES INFORMATIONS SUR LES ÉLÉMENTS PROPOSÉS DU CADRE STRATÉGIQUE POUR LA CRÉATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

45. Le questionnaire sur les éléments proposés d'un cadre stratégique a recueilli de l'information sur les différents éléments proposés afin d'aider au développement du cadre stratégique, conformément à la recommandation 1/2 du Comité intergouvernemental.

46. Les points de vue et les informations recueillis grâce au questionnaire (annexe II au questionnaire) sont résumés dans la section ci-dessous.

47. Les points de vue et les informations recueillis grâce au questionnaire sur les besoins et les priorités des pays pour la création et le renforcement des capacités et présentés dans les sections précédentes de ce document ont servi de fondement pour les éléments suivants :

a) Domaines essentiels pour la création et le renforcement des capacités, et mesures pour créer ou renforcer les capacités dans les domaines essentiels;

b) Mécanismes de mise en œuvre des mesures de création et de renforcement des capacités.

48. Les sections suivantes mettent également en évidence des questions sur lesquelles le Comité intergouvernemental devra se pencher et qui sont essentielles à l'avancement du développement du cadre stratégique et, par voie de conséquence, à la création et au développement de capacités pour la mise en œuvre effective du Protocole aux termes de l'article 22.

49. De plus amples détails sur les points de vue et les informations fournies sur les éléments proposés du cadre stratégique sont présentés dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7.

A. Objectifs

50. Il était précisé dans la section I du questionnaire que le cadre stratégique avait pour objet d'aider les Parties à coopérer à la création et au renforcement des capacités, et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles en vue de l'application effective du présent Protocole dans les pays en développement Parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que dans les Parties à économie en transition, notamment par le biais des institutions et des organisations mondiales, régionales, infrarégionales et nationales existantes, conformément au paragraphe 1 de l'article 22.

51. Plusieurs répondants ont manifesté leur accord à utiliser le libellé du paragraphe 1 de l'article 22 du Protocole comme base pour définir l'objectif du cadre stratégique, alors que plusieurs autres répondants ont proposé d'autres objectifs possibles pour le cadre stratégique.

52. Au moins trois objectifs proposés et quelques points de vue recueillis sur les éléments proposés semblent suggérer deux définitions possibles du rôle et de la nature du cadre stratégique : le cadre stratégique pourrait servir de document de référence pour orienter les politiques et les mesures des Parties et des autres acteurs participant à la création et au renforcement des capacités ou encore, le cadre stratégique pourrait représenter un plan d'action ou un programme de services pour la création et le renforcement des capacités dans les pays en développement.

53. Les objectifs proposés pourraient avoir le lien suivant avec le rôle et la nature du cadre stratégique :

a) Diriger les politiques nationales en matière de création et de renforcement des capacités;

b) Créer un plan de soutien spécial pour les pays en développement comprenant des aspects fondamentaux tels que le financement, la formation, l'assistance scientifique et technique, la sensibilisation, etc.;

c) Fournir des services aux Parties afin de les aider a) à évaluer les besoins des pays pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya et b) à élaborer et à mettre en œuvre des mesures de création ou de renforcement des capacités afin de répondre aux besoins recensés au moyen de l'autoévaluation nationale.

54. Les objectifs individuels supplémentaires proposés ci-dessous semblent avoir un lien direct avec certains domaines essentiels et mesures pour créer ou renforcer des capacités, et pourraient donc être abordés de manière plus pertinente en lien avec d'autres éléments proposés du cadre stratégique :

a) Offrir une assistance et le renforcement des capacités afin de réaliser le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques;

b) Renforcer le cadre de politique, législatif et institutionnel des Parties afin de faciliter la mise en œuvre du Protocole;

c) Fournir aux pays des connaissances techniques en développement de contrats sur l'accès et le partage des avantages;

d) Aider les pays à développer des mesures de conformité pour l'accès et le partage des avantages;

e) Renforcer la capacité de surveiller et de suivre l'utilisation des ressources génétiques et les connaissances traditionnelles apparentées;

f) Fournir aux pays l'expertise et l'accès à la justice;

g) Aider les pays à développer leurs capacités endogènes de recherche sur l'accès et le partage des avantages en favorisant le transfert de technologie entre l'utilisateur et le fournisseur;

h) Resserrer l'écart technologique et d'expertise légale entre les Parties fournisseuses et utilisatrices;

i) Offrir une assistance technique et financière aux infrastructures de base et de haut niveau, y compris de l'information et des connaissances sur les ressources génétiques; et

j) Faire en sorte que les pays en développement possédant un riche patrimoine bioculturel, y compris les représentants de communautés autochtones et locales, participent aux arrangements institutionnels relatifs au Protocole de Nagoya.

55. *Conclusion.* En raison du solide appui que reçoit l'utilisation du libellé du paragraphe 1 de l'article 22 en tant qu'objectif du cadre stratégique, le Comité intergouvernemental pourrait envisager d'utiliser ce texte comme base pour développer l'objectif du cadre stratégique. De plus, en raison des différentes méthodes proposées dans les réponses aux questions sur le rôle et la nature du cadre stratégique, le Comité intergouvernemental pourrait examiner le rôle que le cadre stratégique pourrait jouer pour appuyer les Parties dans la mise en œuvre de l'article 22 du Protocole, à savoir si le cadre stratégique doit :

a) Servir de document de référence pour orienter la politique et les mesures prises par les Parties et autres acteurs pour la création et le renforcement des capacités; ou

b) Tenir lieu de plan d'action ou de programme pour fournir des services de création et de renforcement des capacités aux pays en développement.

56. Après avoir convenu du rôle et de la nature, des progrès pourraient être accomplis pour d'autres éléments du cadre stratégique.

B. Expériences et enseignements tirés d'initiatives antérieures et actuelles d'accès et de partage des avantages, et de création et de renforcement des capacités

57. À la section 2 du questionnaire, les répondants étaient invités à fournir une courte description de leurs expériences et des enseignements tirés d'initiatives antérieures et actuelles d'accès et de partage des

avantages, et de création et de renforcement des capacités, qui pourraient contribuer au développement et à la mise en oeuvre du cadre stratégique.

58. Plusieurs répondants ont fourni de l'information sur les expériences acquises lors d'initiatives de création et de renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages. Cette information est présentée dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7. En général, les expériences acquises portaient surtout sur des :

- a) Ateliers sur divers thèmes et secteurs nationaux et régionaux; et
- b) Initiatives régionales ayant pour objet de renforcer ou de créer des capacités générales sur des questions relatives à l'accès et au partage des avantages.

59. Les informations suivantes sur les enseignements tirés d'initiatives de création et de renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages ont aussi été fournies :

- a) Les processus de création des capacités doivent être continus et assurer la pérennité des résultats à la fin du projet;
- b) Une approche plus pragmatique est nécessaire afin d'aborder la question des capacités pour l'accès et le partage des avantages;
- c) L'expérience acquise dans la tenue de consultations dans le cadre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques peut être utile;
- d) Il y a un manque de connaissances juridiques et des affaires chez les scientifiques;
- e) Il y a parfois des collaborations non déclarées entre les intérêts scientifiques et d'affaires;
- f) Les scientifiques des pays fournisseurs sont souvent tentés par les offres de subventions de voyages et de publication possible faites par les scientifiques des autres pays;
- g) Il est important que toutes les parties en cause pour ce qui est des capacités comprennent clairement le processus, le contenu et les conséquences futures du Protocole de Nagoya;
- h) La nature intersectorielle des besoins d'accès et de partage des avantages doit être reconnue et acceptée;
- i) La création et le renforcement des capacités doivent cibler et faire participer toutes les parties prenantes en offrant des programmes à tous les publics cibles;
- j) Les programmes d'étude et les plans de cours des cours de niveau élémentaire doivent comprendre des thèmes choisis et convenables sur les ressources génétiques et les thèmes connexes;
- k) La création et le renforcement des capacités doivent être complétés par des programmes de sensibilisation;
- l) Les connaissances et l'information sur les ressources génétiques, et l'accès et le partage des avantages devraient être distribuées à grande échelle aux médias publics;
- m) Des campagnes de sensibilisation doivent être menées dans toutes les unités administratives;
- n) L'importance du soutien financier, de la coopération scientifique et technique et du transfert de technologie
- o) L'accès et le partage des avantages peuvent servir de mécanismes d'encouragement afin d'assurer une mobilisation proactive des communautés;
- p) Les processus décisionnels culturels doivent être respectés et reconnus; et
- q) Les langues locales doivent être utilisées dans les communications avec les communautés autochtones et locales.

Conclusion

60. Certains enseignements tirés mentionnés ci-dessus pourraient éclairer le processus de développement du cadre stratégique. Par conséquent, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner le meilleur moyen d'utiliser les expériences et les enseignements tirés des initiatives antérieures et actuelles de création et de renforcement des capacités pour l'accès et de partage des avantages dans le développement du cadre stratégique.

C. Principes directeurs et approche pour la création et le renforcement des capacités

61. Le préambule à la recommandation 1/2 du Comité intergouvernemental crée le fondement d'une liste préliminaire des principes et approches pour diriger la création et le renforcement des capacités en pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. La section 3 du questionnaire invitait les répondants à choisir des principes et approches ne figurant pas sur la liste, afin de les ajouter au cadre. Les résultats sont présentés au tableau 3 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7.

62. Voici une liste indicative des principes directeurs et des approches pour la création et le renforcement des capacités tirée des paragraphes du préambule à la recommandation 1/2, ainsi que les principes ayant reçu l'appui de plus de 60 pour cent des répondants :

- a) Être axé sur la demande et fondé sur les besoins et les priorités recensés dans les autoévaluations;
 - b) Assurer une reconnaissance et un leadership nationaux;
 - c) Prendre note des expériences et des enseignements tirés des initiatives antérieures et actuelles de renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages;
 - d) Souligner le rôle de la coopération bilatérale et multilatérale;
 - e) Assurer la participation à part entière des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, y compris les femmes, aux programmes de création et de renforcement des capacités;
 - f) Reconnaître l'utilité et le rapport coût-efficacité des approches infrarégionales et régionales de création et de renforcement des capacités, notamment dans les pays ayant des ressources biologiques et des besoins de renforcement des capacités semblables;
 - g) Intégrer le renforcement des capacités à de plus vastes efforts de développement durable;
- et
- h) Adopter une approche d'apprentissage par la pratique.

63. *Conclusion.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner la liste indicative des principes directeurs et des approches pour la création et le renforcement des capacités proposée au paragraphe 62 dans le cadre du développement du cadre stratégique.

D. Domaines essentiels de création et de renforcement des capacités, et mesures pour créer ou renforcer les capacités dans les domaines essentiels

64. Les réponses au questionnaire sur les besoins et les priorités des pays³ révèlent que la liste des domaines essentiels fournie au paragraphe 4 de l'article 22 semble complète. En général, les répondants étaient d'avis que toutes les mesures avaient une priorité élevée et que la plupart des besoins de capacités devraient être comblés à court terme.

65. Le tableau 1 de l'annexe a été préparé de façon à offrir un survol des mesures de création ou de renforcement des capacités. Les mesures ont été regroupées en trois phases (phase 1, phase 2 et phase 3) afin de tenir compte du fait que les répondants estiment que tous les besoins de capacités devraient être

³ Pour plus de renseignements, voir les sous-sections 1 et 2.A de la section II de ce document et le document UNEP/CBD/ICNP2/INF/7.

comblés d'ici cinq ans. Les mesures de chaque phase ont ensuite été classées selon le niveau de priorité accordé par la majorité des répondants.

66. L'information sur les mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités pour les mesures indiquées est fournie dans les tableaux 2 à 4 de l'annexe au présent document.

67. *Conclusion* : Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner les résultats présentés au tableau 1 en tant qu'ordre de priorités suggéré pour la création ou le renforcement des capacités relatives aux mesures pour assurer la mise en œuvre effective du Protocole.

E. Mécanismes de mise en œuvre des mesures de création et de renforcement des capacités

68. Les réponses au questionnaire sur les besoins et les priorités du pays,⁴ révèlent que le soutien financier a été le mécanisme le plus efficace reconnu par les répondants pour répondre aux besoins de capacités. Les autres mécanismes suivants ont aussi reçu un solide appui des répondants : éducation et formation, assistance juridique et technique, et conférences et ateliers. Les tableaux 2 à 4 fournissent plus de détails sur les mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités pour les mesures proposées. Les résultats fournissent aussi une indication du niveau auquel les mécanismes doivent être mis en œuvre afin de répondre efficacement aux besoins de capacités.

69. *Conclusion*. Le Comité intergouvernemental pourrait déterminer comment les mécanismes de choix nommés peuvent contribuer au développement du cadre stratégique.

F. Mécanisme de coordination

70. Le paragraphe 6 de l'article 22 du Protocole propose que l'information sur les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de création et de renforcement des capacités soit acheminée au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages afin de favoriser la synergie et la coordination de la création et du renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages.

71. D'autres moyens, en plus du mécanisme de centre d'échange, pourraient être utilisés afin de favoriser la synergie et la coordination des initiatives de création et de renforcement des capacités et de mettre en œuvre le Protocole de Nagoya de manière effective à différents niveaux.

72. La Section 6 du questionnaire proposait une liste d'au moins trois éléments possibles d'un mécanisme de coordination et invitait les répondants à choisir l'élément qui réussirait le mieux à favoriser la synergie et la coordination de la création et du renforcement des capacités. Les résultats sont présentés dans le tableau 4 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7.

73. Les résultats révèlent que la coordination des rencontres entre les agences gouvernementales, les donateurs et les organisations compétentes qui jouent un rôle dans le renforcement des capacités est l'élément de choix pour promouvoir la coordination et la synergie. Plusieurs répondants ont aussi choisi les forums en ligne et les réseaux reliant les agences gouvernementales, les donateurs et les organisations compétentes qui jouent un rôle dans le renforcement des capacités au moyen d'outils en ligne, ainsi que des groupes de liaison offrant des conseils au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique sur les moyens d'améliorer la coordination.

74. Le questionnaire invitait aussi les répondants à exprimer leur point de vue sur un mécanisme de coordination. Plusieurs points de vue ont été recueillis, mais un répondant a indiqué qu'il n'était pas nécessaire de créer un nouveau mécanisme, car les instruments existants, tels que le centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages ou le correspondant national, pourraient remplir ce rôle. Cet exposé précisait aussi que l'échange d'expériences entre les acteurs participant aux activités de renforcement des capacités au moyen d'outils numériques ainsi que les outils plus traditionnels tels que le réseautage,

⁴ Pour plus de renseignements, voir les sous-sections 1 et 2.B de la section II de ce document et le document UNEP/CBD/ICNP2/INF/7.

l'échange de meilleures pratiques, et la proposition de méthodes et d'études de cas, surtout à l'échelle régionale, pourraient améliorer l'efficacité des activités de renforcement des capacités.

75. Plusieurs répondants ont proposé un objectif possible pour le mécanisme de coordination. Ils ont suggéré que le mécanisme ait pour objectif de faciliter la coopération et la synergie de la mise en œuvre du cadre stratégique à différents niveaux (national, régional et international) et dans différents secteurs, en assurant une utilisation efficace des ressources et en évitant le dédoublement.

76. Plusieurs propositions ont précisé le niveau auquel la coordination devrait se faire. Certains répondants ont suggéré une coordination à plusieurs niveaux : international, régional, infrarégional et national. D'autres ont mentionné l'importance de réunions ou de structures régionales et infrarégionales afin de coordonner les programmes de capacités. Il a aussi été suggéré que le correspondant national surveille la coordination nationale.

77. *Conclusion.* Dans ce contexte, le Comité intergouvernemental pourrait d'abord déterminer la possibilité d'utiliser d'autres moyens, tels que l'établissement d'un mécanisme de coordination, en plus du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, pour favoriser la synergie et la coordination de la création et du renforcement des capacités. Le cas échéant, il pourrait examiner également :

a) L'utilité des réunions de coordination entre les agences gouvernementales, les donateurs et les organisations compétentes, les forums en ligne et les groupes de liaisons dont il est question au paragraphe 73 pour favoriser la synergie et la coordination; et

b) Le niveau auquel se ferait la coordination, c'est-à-dire au niveau international régional ou infrarégional, ou national.

78. La contribution idéale possible du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages à la promotion de la synergie et de la coordination des initiatives de création et de renforcement des capacités, conformément au paragraphe 6 de l'article 22, devrait aussi faire l'objet d'un examen plus approfondi.

G. Coopération entre les Parties et les processus et programmes pertinents

79. La Section 7 du questionnaire invitait les répondants à fournir des points de vue et de l'information sur la coopération existante ou possible entre les Parties et les processus et les programmes pertinents afin d'appuyer la mise en œuvre du cadre stratégique.

Coopération entre les Parties

80. Les répondants ont fourni de l'information sur leurs expériences relatives à la coopération entre les Parties. L'information reçue est communiquée au tableau 5 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7. Cette information précise en général qu'à ce jour, la coopération entre les Parties a surtout eu lieu aux niveaux bilatéral et régional.

Coopération entre les processus et les programmes pertinents

81. Certaines réponses soulignaient l'importance de la coordination et de la coopération avec d'autres instruments compétents, notamment le Traité sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'OMPI.

82. D'autres répondants ont suggéré que la coopération avec les autres programmes de travail relevant de la Convention sur la diversité biologique, notamment l'article 8 j) et les dispositions connexes, soit permanente et accrue.

Moyen de réaliser la coopération

83. Certains répondants ont proposé les moyens suivants de réaliser la coopération entre les Parties :

a) Mise en commun des mesures législatives et autres mesures développées pour l'accès et le partage des avantages avec des Parties de nature semblable;

b) Programmes d'échange entre les pays semblables;

- c) Respect des mesures législatives nationales sur l'accès et le partage des avantages des différentes Parties;
- d) Amélioration des savoirs traditionnels au moyen de réunions, conférences, ateliers et formations mixtes;
- e) Intégration du renforcement des capacités aux programmes de coopération bilatérale sur le développement, selon qu'il convient;
- f) Programmes d'éducation et de coopération technique, stages ou cours de courte durée sur l'accès et le partage des avantages dans le réseau universitaire de l'ANASE;
- g) Coopération scientifique et technique, comprenant le transfert de technologie, l'échange d'information et d'expériences, et le soutien financier aux programmes et projets locaux.

Conclusion

84. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner la façon d'aborder les éléments relevés dans les points de vue et les informations, notamment la coopération entre les Parties, et la coopération entre les processus et programmes pertinents, et les moyens possibles de réaliser la coopération, dans le cadre stratégique.

H. Surveillance et examen

85. La Section 8 du questionnaire invitait les répondants à faire connaître leurs points de vue sur les méthodes de surveillance et d'examen du cadre stratégique. Ils ont aussi été invités à déterminer l'utilité de développer des indicateurs pour faciliter cette surveillance et, s'ils sont jugés utiles, à préciser le niveau auquel ces indicateurs nationaux et/ou internationaux devraient être développés. Les répondants ont également été invités à donner des exemples d'indicateurs possibles.

Surveillance et examen du cadre stratégique par un organe spécial de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole

86. Plusieurs répondants étaient d'avis que la surveillance et l'examen du cadre stratégique devraient être confiés à un organe spécial. Les points de vue étaient toutefois divergents sur la composition et la nature de cet organe. Les possibilités suivantes ont été proposées :

- a) Un groupe de travail formé de Parties offrant une représentation régionale convenable;
- b) Une équipe ou un groupe d'évaluation formé d'agences gouvernementales, de donateurs, d'ONG et d'experts indépendants; et
- c) Un organe multidisciplinaire national.

87. D'autres répondants ont suggéré que la surveillance et l'examen du cadre stratégique soient effectués périodiquement par la Réunion des Parties

Surveillance et examen du cadre stratégique par la remise de rapports

88. Plusieurs répondants ont suggéré que les Parties fassent régulièrement rapport sur la mise en œuvre du cadre stratégique auprès du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages afin d'assurer la surveillance et l'examen.

Surveillance et examen des initiatives de création et de renforcement des capacités

89. D'autres répondants ont aussi proposé d'autres moyens de surveiller et d'examiner les initiatives de création et de renforcement des institutions, par exemple :

- a) Évaluation des participants aux différentes activités de renforcement des capacités, notamment par le biais de questionnaires;
- b) Consultations périodiques sur l'efficacité des initiatives pour toutes les parties en cause;

- c) Plans de travail, visites sur le terrain et réunions de parties prenantes;
- d) Remise systématique de rapports; et
- e) Examens internes ou externes.

Élaboration des indicateurs

90. Toutes les réponses reçues sur cet élément laissent entendre que l'élaboration d'indicateurs faciliterait la surveillance et l'examen du cadre stratégique. Cependant, il n'y a eu aucune convergence nette des points de vue sur la nécessité d'élaborer ces indicateurs à l'échelle nationale, internationale ou les deux.

91. Les répondants ont toutefois proposé certains principes pour l'élaboration des indicateurs. Ils ont précisé que les indicateurs devaient être simples, non normatifs et économiques, qu'ils devaient bien se prêter à une évaluation novatrice et qu'ils devraient être mis en œuvre par un moyen participatif. L'encadré 6 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7 propose des exemples d'indicateurs.

Conclusion

92. Dans ce contexte, le Comité intergouvernemental pourraient souhaiter déterminer si la surveillance et l'examen du cadre stratégique devrait :

- a) Être réalisés par la Réunion des Parties ou par un organe spécial;
- b) Comprendre des rapports sur la mise en œuvre du cadre stratégique par le biais du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- c) Comprendre la surveillance et l'examen des initiatives de création et de renforcement des capacités; et
- d) Inclure l'élaboration d'indicateurs pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du cadre stratégique et, le cas échéant, déterminer le niveau (national ou international) auquel ces indicateurs doivent être développés, ainsi que le processus pour leur élaboration.

I. Chronologie possible des mesures pour la mise en œuvre du cadre stratégique

93. La Section 9 du questionnaire invitait les répondants à donner leur point de vue et/ou à fournir de l'information sur la chronologie possible des mesures pour la mise en œuvre du cadre stratégique, qui comprendrait, entre autres, une carte de route possible des activités afin d'aider les pays à établir leurs priorités et les échéances correspondantes.

94. Différents points de vue ont été exprimés quant à la chronologie des mesures pour mettre en œuvre le cadre stratégique. Plusieurs répondants ont proposé des mesures nationales tandis que d'autres ont suggéré des mesures internationales. Les réponses reçues sont précisées dans l'encadré 7 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7.

95. L'établissement de la chronologie des mesures nationales pourrait aider les Parties à déterminer les mesures à prendre dans leur pays afin de créer ou de renforcer les capacités en vue de la mise en œuvre effective du cadre stratégique, alors que l'établissement de la chronologie des mesures internationales pourrait offrir une approche par étapes pour la mise en œuvre du cadre stratégique.

96. Conclusion. La diversité des points de vue et des approches en ce qui a trait à la chronologie des mesures pour la mise en œuvre du cadre stratégique pourrait inciter le Comité intergouvernemental à déterminer si la chronologie des mesures aiderait les Parties à mettre en œuvre l'article 22 sur la création et le renforcement des capacités pour assurer une mise en œuvre effective du Protocole et, le cas échéant, la pertinence de développer une chronologie :

- a) Des mesures nationales afin de créer ou renforcer les capacités pour mettre en œuvre le Protocole; ou
- b) Des mesures internationales pour mettre en œuvre le cadre stratégique.

J. *Ressources financières et autres ressources requises*

97. La Section 10 du questionnaire invitait les répondants à donner leur point de vue et/ou à fournir de l'information sur les ressources financières et autres ressources requises pour la mise en œuvre du cadre stratégique.

98. Plusieurs répondants ont souligné que le soutien financier doit être disponible, suffisant et décaissé de manière opportune, prévisible et mesurable, afin d'assurer la mise en œuvre effective du cadre stratégique.

99. Plusieurs exposés mentionnaient d'autres sources de financement possible pour le cadre stratégique telles que le Fonds japonais pour la diversité biologique, le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya et les allocations du Système transparent d'allocation des ressources (STAR) de FEM-5 pour l'accès et le partage des avantages. Il a aussi été suggéré que les ressources obtenues par la mise en œuvre du Protocole soient dirigées vers la mise en œuvre du cadre stratégique et que le soutien financier pour la mise en œuvre du cadre stratégique vienne de contributions volontaires.

100. Certaines propositions ont aussi mentionné l'importance d'un financement dédié à la mise en œuvre du cadre stratégique.

101. *Conclusion.* À la lumière des propositions reçues, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer les moyens d'aborder la question dans le cadre stratégique.

K. *Autres éléments possibles*

102. Finalement, à la section 11, les répondants étaient invités à fournir une courte description de tout autre élément qu'ils souhaitent intégrer au cadre stratégique. Les réponses reçues sont présentées dans l'encadré 8 du document UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7. Quelques répondants seulement ont suggéré de nouveaux éléments à ajouter au cadre stratégique, sans toutefois indiquer comment les y intégrer.

103. *Conclusion.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer s'il est nécessaire d'ajouter d'autres éléments au cadre stratégique.

IV. POINTS SUGGÉRÉS AUX FINS D'EXAMEN

104. Après avoir pris connaissance de la synthèse des points de vue et de l'information sur les besoins et les priorités des pays, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter tenir compte des besoins de capacités et des priorités énoncés, précisés au tableau 1 de l'annexe, pour la mise en œuvre du Protocole.

105. Les besoins et les priorités des pays recensés par les Parties et les communautés autochtones et locales, présentés au tableau 1, pourraient orienter les Parties et les autres organisations dans la conception des activités de création et de renforcement des capacités, ou le soutien à celles-ci, pour assurer la mise en œuvre effective du Protocole. Le tableau 1 pourrait aussi servir d'évaluation de référence des besoins et des priorités des pays en matière de création et le renforcement des capacités, afin de surveiller les progrès.

106. Se fondant sur la synthèse des points de vue et des informations sur les éléments proposés du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter intégrer les questions suivantes à ses recommandations sur le cadre stratégique qui seront présentées à la première Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

107. Premièrement, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter en venir à une interprétation commune de la nature du cadre stratégique et de sa contribution pour aider les Parties à mettre en œuvre l'article 22 du Protocole. Deux approches distinctes ont été suggérées sur la façon dont le cadre stratégique peut aider les Parties. Certains répondants proposaient que le cadre stratégique serve de document de référence pour orienter les politiques et les mesures prises par les Parties et autres acteurs pour créer et renforcer les capacités, tandis que d'autres étaient d'avis qu'il soit développé en tant que

plan d'action ou de programme afin d'offrir des services pour la création et le renforcement des institutions.

108. Les méthodes utilisées pour renforcer les capacités en vertu d'autres accords multilatéraux sur l'environnement aident à illustrer les choix proposés.

109. Le plan d'action pour la création de capacités pour la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques est un des principaux outils créés dans le but de faciliter les activités de renforcement des capacités aux termes du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.⁵ ⁶ Le plan d'action fournit un cadre stratégique général ayant pour but d'orienter et de faciliter le recensement des besoins et des priorités du pays, ainsi que les mesures et les mécanismes pour la mise en œuvre et le financement du renforcement des capacités à tous les niveaux. Ce cadre est mis en œuvre par les Parties et les autres gouvernements, les organisations internationales compétentes et le Secrétariat. Une approche semblable a été appliquée au plan d'action sur le renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages adopté par la septième réunion de la Conférence des Parties.⁷

110. Une approche différente a été adoptée afin d'appuyer le renforcement des capacités dans le cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Le Programme conjoint de renforcement des capacités pour les pays en développement ⁸ est un programme mixte créé et mis en œuvre par le Secrétariat du Traité, la FAO et Biodiversité international dans le but de fournir une assistance pour la mise en œuvre du Traité, notamment en offrant des ateliers régionaux ou une assistance technique aux pays choisis.⁹

111. La section V du document UNEP/CBD/ICNP/1/4 préparé pour la première réunion du Comité intergouvernemental contient de plus amples informations sur les expériences et les approches adoptées pour le renforcement des capacités dans le cadre du Protocole de Cartagena et du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

112. À la lumière de l'expérience acquise dans le cadre des approches élaborées par d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer l'approche qui convient le mieux à la mise en œuvre de l'article 22 du Protocole de Nagoya. De plus, comme le contenu et l'interprétation de certains éléments varieront en fonction de l'approche adoptée, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner les questions suivantes sur les différents éléments proposés.

113. *Objectifs.* Le Comité intergouvernemental pourrait envisager d'utiliser le paragraphe 1 de l'article 22 comme fondement pour le développement de l'objectif du cadre stratégique. Le Comité intergouvernemental pourrait également envisager l'ajout possible d'autres objectifs, notamment dans le but de préciser le rôle et la nature du cadre stratégique, comme indiqué au paragraphe 106 ci-dessus.

114. *Expérience acquise et enseignements tirés des initiatives antérieures et actuelles de création et de renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages.* Le Comité intergouvernemental pourrait déterminer la meilleure façon d'utiliser l'information fournie sur cet élément afin d'élaborer le cadre stratégique, par exemple en intégrant certains enseignements tirés en tant que principes directeurs et

⁵ D'autres outils ont été créés dans le cadre du Protocole de Cartagena : a) un mécanisme de coordination, b) une série d'indicateurs pour évaluer la mise en œuvre du plan d'action et c) une liste d'experts en prévention des risques biotechnologiques.

⁶ Actualisé en vertu de la décision BS-III/3. Voir < <http://bch.cbd.int/protocol/decisions/decision.shtml?decisionID=11059> >

⁷ Décision VII/19 F Voir : < <http://www.cbd.int/abs/action-plan-capacity/> >

⁸ Voir : < http://www.itpgrfa.net/International/sites/default/files/jicbp_10.pdf >.

⁹ En vertu du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, le renforcement des capacités tient également lieu de mécanisme de partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre du système multilatéral d'accès et de partage des avantages, conformément à l'article 13,2 c) du Traité. De plus, l'organe directeur a créé le mécanisme de coordination du renforcement des capacités afin de coordonner le renforcement des capacités aux fins de mise en œuvre du Traité aux échelles nationale et régionale.

approches pour le cadre stratégique, ou en intégrant une section sur les enseignements tirés à la fonction de communication d'information au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages prévue au paragraphe 6 de l'article 22.

115. *Principes directeurs et approches.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter utiliser la liste indicative des principes directeurs et des approches pour la création et le renforcement des capacités, figurant à la sous-section 3 de la Section III du présent document, en tant de fondement pour le développement de cet élément du cadre stratégique.

116. *Domaines essentiels pour la création et le renforcement des capacités, et mesures pour créer ou renforcer les capacités dans ces domaines essentiels.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter se fonder sur les résultats présentés au tableau 1 afin de trouver un moyen de répondre aux besoins de capacités pour les mesures visant à assurer la mise en œuvre effective du Protocole.

117. *Mécanismes pour la mise en œuvre de mesures de création et de renforcement des capacités.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer comment les conclusions sur les mécanismes de choix présentées dans la sous-section D de la section II du présent document peuvent éclairer le développement du cadre stratégique. Par exemple, les résultats pourraient servir à orienter les Parties et les acteurs participant à la création et au renforcement des capacités sur les mécanismes servant à répondre aux besoins de capacités, ou encore à fournir une orientation sur les services et mesures possibles que pourraient offrir un programme ou un plan d'action pour créer ou renforcer les capacités, selon la définition convenue du rôle et de la nature du cadre stratégique.

118. *Mécanisme de coordination.* Le Comité intergouvernemental pourrait d'abord déterminer les moyens autres que la communication des données au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, par exemple la mise sur pied d'un mécanisme de coordination, à utiliser pour favoriser la synergie et la coordination pour la création et le renforcement des capacités. Il pourrait également se pencher sur les questions suivantes :

a) Dans quelle mesure les réunions de coordination avec les agences gouvernementales, les donateurs et les organisations compétentes, les forums en ligne ou un groupe de liaison, comme mentionné au paragraphe 73, pourraient contribuer à promouvoir la synergie et la coordination;

b) À quel niveau, international, régional, infrarégional ou national, s'effectuerait la coordination.

119. *Coopération entre les Parties et avec les procédés et programmes pertinents.* Le Comité intergouvernemental pourrait déterminer s'il convient de conserver cet élément et, le cas échéant, la façon dont les éléments recensés dans les points de vue et les informations, par exemple la coopération entre les Parties, la coopération entre les procédés et programmes pertinents, et les moyens de réaliser la coopération, pourraient être abordés dans le cadre stratégique.

120. *Surveillance et examen.* Le Comité intergouvernemental pourrait, comme première étape de l'élaboration de cet élément, déterminer s'il convient de confier la surveillance et l'examen du cadre stratégique à la Réunion des Parties ou à un organe spécial.

121. Le meilleur moyen de surveiller et d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre stratégique dépendra de la nature du cadre stratégique. Dans un scénario où le cadre stratégique est défini comme un document de référence pour les Parties et les acteurs participant à la création et au renforcement des capacités, le Comité intergouvernemental pourrait déterminer si les données sur la mise en œuvre du cadre stratégique doivent être communiquées au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages ou s'il faut développer des indicateurs. Par contre, dans un scénario où les indicateurs sont un outil important pour la surveillance et l'examen du cadre stratégique, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer si ces indicateurs doivent être élaborés au niveau national ou international.

122. En outre, dans l'éventualité où le cadre stratégique doit servir de plan d'action ou de programme afin d'offrir des services sur la création et le renforcement des capacités, le Comité intergouvernemental

pourrait souhaiter déterminer le meilleur moyen de surveiller les initiatives de création et de renforcement des capacités, et l'utilité des indicateurs.

123. *Chronologie possible des mesures de mise en œuvre du cadre stratégique.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer si l'établissement d'une chronologie des mesures aiderait les Parties à mettre en œuvre l'article 22 sur la création et le renforcement des capacités afin d'assurer la mise en œuvre efficace du Protocole et, le cas échéant, s'il convient davantage d'établir la chronologie de :

a) Mesures nationales visant à créer ou à renforcer les capacités pour la mise en œuvre du Protocole; ou de

b) Mesures internationales afin de mettre en œuvre le cadre stratégique.

124. *Ressources financières et autres ressources requises.* Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner le meilleur moyen d'aborder cet élément du développement du cadre stratégique, par exemple, en dressant l'inventaire des sources de financement possibles ou en envisageant la création d'un fonds dédié à la mise en œuvre du plan stratégique.

125. *Autres éléments possibles.* Le Comité intergouvernemental pourrait déterminer la nécessité d'inclure d'autres éléments dans le cadre stratégique.

126. Compte tenu du nombre élevé de questions à examiner dans le cadre du développement du cadre stratégique et de l'importance d'agir rapidement afin de créer et de renforcer les capacités pour assurer la mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter déterminer la nécessité d'organiser une réunion d'experts pour faire avancer le développement du cadre stratégique, afin que les projets d'éléments et les choix à faire puissent être soumis à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya aux fins d'examen.

V. RECOMMANDATIONS

127. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter :

a) Inviter les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à tenir compte des besoins et des priorités des Parties et des communautés autochtones et locales présentés au tableau 1 de l'annexe dans l'élaboration et/ou dans leur appui aux activités de création et de renforcement des capacités pour assurer la mise en œuvre efficace du Protocole;

b) Prier le Secrétaire exécutif d'organiser, dans la limite des sommes disponibles, une réunion d'experts afin de développer davantage les éléments du cadre stratégique à partir de la synthèse des points de vue et des informations, et en tenant compte des délibérations de la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, afin de proposer un projet de cadre stratégique aux fins d'examen à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya; et

c) Inviter les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à fournir un soutien financier pour l'organisation de la réunion d'experts.

128. Le Comité intergouvernemental pourrait également recommander que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya, à sa première réunion,

a) Examine le projet de cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole développé par la réunion d'experts, afin d'en assurer la mise au point et/ou l'adoption, selon qu'il convient;

b) Invite les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, le Fonds pour l'environnement mondial, les banques régionales de développement et les autres institutions financières à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la mise en œuvre du cadre stratégique.

Annexe

Tableau 1 : Survol des mesures pour créer ou renforcer les capacités nécessaires à la mise en œuvre effective du Protocole¹⁰

	Domaine essentiel a) : Capacité de mettre en œuvre et de respecter les obligations du Protocole	Domaine essentiel b) : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord	Domaine essentiel c) : Capacité de développer, de mettre en œuvre et d'appliquer les mesures législatives, administratives ou de politiques nationales en matière d'accès et de partage des avantages	Domaine essentiel d) : Capacité des pays de développer leurs capacités endogènes de recherche et d'accroître la valeur de leurs propres ressources génétiques	Besoins de capacités et priorités particuliers des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées
Phase 1	<ul style="list-style-type: none"> - Développement juridique et institutionnel. - Sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions d'accès et de partage des avantages connexes. - Mesures spéciales pour accroître les capacités des communautés autochtones et locales, en mettant l'accent sur l'accroissement des capacités des femmes de ces communautés relatives à l'accès aux ressources génétiques et/ou sur les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques. - Cartographie des acteurs compétents et de l'expertise existante pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. - Mobilisation de nouvelles ressources financières novatrices afin de mettre en œuvre de Protocole de Nagoya. - Mise sur pied de mécanisme de coordination interagences. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de l'équité et de la justice dans les négociations, par exemple la formation à négocier les conditions convenues d'un commun accord - Soutien au développement de clauses contractuelles modèles. - Développement et mise en œuvre d'accords pilotes sur l'accès et le partage des avantages 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'un cadre de politique sur l'accès et le partage des avantages. - Prise d'inventaire des mesures nationales d'intérêt pour l'accès et le partage des avantages à la lumière des obligations en vertu du Protocole de Nagoya. - Établissement de nouvelles mesures législatives, administratives ou de politique, ou de telles mesures existantes, pour l'accès et le partage des avantages, afin de mettre en œuvre le Protocole de Nagoya. 		<ul style="list-style-type: none"> - Participation à des processus juridiques, de politique et décisionnels. - Élaboration des exigences minimales des conditions convenues d'un commun accord afin d'assurer un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques. - Développement de protocoles communautaires relatifs à l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances. - Développement de clauses contractuelles modèles pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques.
Phase 2	<ul style="list-style-type: none"> - Surveillance de l'utilisation des ressources génétiques, y compris la désignation d'un ou de plusieurs points de contrôle. - Mesures spéciales pour accroître la capacité des parties prenantes compétentes en matière d'accès et 			Transfert de technologie, infrastructures et capacités techniques pour assurer la	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de négocier les conditions convenues d'un commun accord. - Comprendre les obligations relatives au Protocole de Nagoya

¹⁰ Les mesures sont classées selon les réponses au questionnaire sur les besoins et les priorités des pays. Comme les répondants étaient d'avis que tous les besoins de capacités devraient être comblés d'ici cinq ans, les mesures sont d'abord regroupées en trois phases, selon l'échéance choisie par la majorité des répondants, et ensuite classées selon la priorité accordée par les répondants, dans chacune des phases.

	de partage des avantages. - Utilisation des meilleurs outils de communication et systèmes en ligne pour les activités d'accès et de partage des avantages			durabilité du transfert de technologie. - Élaboration et utilisation des méthodes d'établissement de la valeur.	
Phase 3	- Surveillance et application de la conformité. - Amélioration de la contribution des activités d'accès et de partage des avantages à la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs. - Développement de mesures d'accès à la justice - Mise sur pied de mécanismes pour les situations transfrontières. - Communication d'information au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.	- Élaboration et utilisation des méthodes d'établissement de la valeur		- Bioprospection, recherche connexe et études taxonomiques	- Gestion des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques.

Tableau 2 : Mesures propres à créer ou à renforcer les capacités abordées à la **phase 1** et mécanismes de choix pour répondre à ces besoins de capacités ¹¹

	Mesures propres à créer ou à renforcer les capacités, par niveau de priorité	Mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités
Domaine essentiel a) Capacité de mettre en œuvre de respecter les obligations du Protocole	Développement juridique et institutionnel.	Assistance juridique/technique Soutien financier
	Sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et questions connexes relatives à l'accès et au partage des avantages	Éducation et formation Soutien financier
	Mesures spéciales pour accroître les capacités des communautés autochtones et légales qui mettent l'accent sur l'accroissement des capacités des femmes de ces communautés en matière d'accès aux ressources génétiques et/ou aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques	Éducation et formation Soutien financier
	Cartographie des acteurs pertinents et de l'expertise existante pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya	Soutien financier Réseaux/associations professionnelles/tribunes d'échange d'information Outils et matériel de référence
	Mobilisation de nouvelles ressources financières novatrices pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya	Soutien financier Réseaux/associations professionnelles/tribunes d'échange d'information
	Mise sur pied de mécanismes de coordination interagences	Réseaux/associations professionnelles/tribunes d'échange d'information Soutien financier
Domaine essentiel b) : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord	Promotion de l'équité et de la justice dans les négociations, par exemple la formation en négociation de conditions convenues d'un commun accord en appui au développement de clauses contractuelles modèles	Éducation et formation Soutien financier
	Élaboration et mise en œuvre d'accords pilotes d'accès et de partage des avantages	Assistance juridique/technique Soutien financier
Domaine essentiel c) : Capacité de développer, de mettre en œuvre et d'appliquer les mesures législatives, administratives ou de politiques nationales en matière d'accès et de partage des avantages	Développement d'un cadre de politique sur l'accès et le partage des avantages	Assistance juridique/technique Soutien financier
	Prise d'inventaire des mesures nationales relatives à l'accès et au partage des avantages à la lumière des obligations relatives au Protocole de Nagoya	Soutien financier Assistance juridique/technique
	Établissement de nouvelles mesures législatives, administratives ou de politique, ou de telles mesures amendées, sur l'accès et le partage des avantages afin de mettre en œuvre le Protocole de Nagoya	Assistance juridique/technique Soutien financier
Besoins de capacités et priorités particuliers des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes concernées	Participation aux processus juridique, de politique et décisionnel	Éducation et formation Conférences et ateliers
	Élaboration des exigences minimales des conditions convenues d'un commun accord visant à assurer un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation	Assistance juridique et technique Soutien financier

¹¹ Les mesures sont classées en fonction du niveau de priorité accordé par la majorité des répondants au questionnaire sur les besoins et les priorités des pays. Les deux mécanismes ayant reçu le plus haut pourcentage sont ensuite précisés pour chacune des mesures. Trois mécanismes sont indiqués lorsque deux mécanismes ont obtenu le même pourcentage.

	des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques	
	Élaboration de protocoles communautaires relatifs à l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances	Éducation et formation Assistance juridique/technique
	Élaboration de clauses contractuelles modèles pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques	Assistance juridique et technique Soutien financier Conférences et ateliers

Tableau 3: Mesures propres à créer ou à renforcer les capacités à aborder à la **phase 2** et mécanismes de choix pour obtenir ces capacités¹²

	Mesures propres à créer ou à renforcer les capacités, par niveau de priorité	Mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités
Domaine essentiel : a) Capacité de mettre en œuvre et de respecter les obligations du Protocole	Surveillance de l'utilisation des ressources génétiques, y compris la désignation d'un ou plusieurs points de contrôle.	Soutien financier Coopération scientifique et technique
	Mesures spéciales pour accroître les capacités des parties prenantes concernées en ce qui a trait à l'accès et au partage des avantages	Éducation et formation Soutien financier
	Utilisation des meilleurs moyens de communication et systèmes en ligne pour les activités d'accès et de partage des avantages	Soutien financier Outils et matériel de référence
Domaine essentiel d) : Capacité des pays à développer leurs capacités endogènes de recherche et d'accroître la valeur de leurs propres ressources génétiques	Transfert de technologie, infrastructures et capacités techniques pour assurer la durabilité du transfert de technologie.	Coopération scientifique et technique Soutien financier
	Élaboration et utilisation des méthodes d'établissement des valeurs	Coopération scientifique et technique Soutien financier
Besoins de capacités et priorités particuliers des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes compétentes	Développement des capacités de négocier des conditions convenues d'un commun accord	Éducation et formation Assistance juridique/technique
	Comprendre les obligations relatives au Protocole de Nagoya	Éducation et formation Soutien financier

Tableau 4 : Mesures propres à créer ou à renforcer les capacités à aborder à la **phase 3** et mécanismes de choix pour obtenir ces capacités¹²

	Mesures propres à créer ou à renforcer les capacités, par niveau de priorité	Mécanismes de choix pour répondre aux besoins de capacités
Domaine essentiel : a) Capacité de mettre en œuvre et de respecter les obligations du Protocole	Surveillance et respect de la conformité.	Assistance juridique/technique Soutien financier
	Augmentation de la contribution des activités d'accès et de partage des avantages à la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs	Soutien financier Conférences et ateliers
	Élaboration de mesures d'accès à la justice	Assistance juridique/technique Formation en cours d'emploi
	Mise sur pied de mécanismes pour les situations transfrontières	Assistance juridique/technique Coopération scientifique et technique
	Communication d'information au centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages	Réseaux/associations professionnelles/tribunes d'échange d'information Soutien financier
Domaine essentiel b) : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord	Élaboration et utilisation de méthodes d'établissement de la valeur	Coopération scientifique et technique Soutien financier
Domaine essentiel d) : Capacité des pays de développer leurs capacités endogènes de recherche et	Bioprospection, recherche associée et études taxonomiques	Coopération scientifique et technique Soutien financier

¹² Ibid.

d'accroître la valeur de leurs propres ressources génétiques		
Besoins de capacités et priorités particuliers des communautés autochtones et locales, et des parties prenantes compétentes	Gestion des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques	Éducation et formation Assistance juridique/technique
